



## Compte-rendu

### Sofia, Bulgarie - Mercredi 20 février 2019

#### I. Résumé du débat :

Une vingtaine de participants a fait le déplacement à ce débat organisé par le député Frédéric Petit avec le soutien de l'Institut français de Bulgarie. Une grande partie de la discussion a porté sur l'analyse de la situation en France, le rapport à l'Etat et aux services publics, mais aussi la place des collectivités et de l'échelon européen dans l'action publique.

#### II. Déroulement du débat

##### 1. Ouverture par le député Frédéric Petit et rappel du cadre de la discussion

- Présentation du Grand Débat et de la plateforme en ligne.
- Rappel des règles du débat : Les thèmes sont un fil conducteur mais chacun s'exprime librement, dans le respect de l'autre.

##### 2. Tour de paroles de réactions, impressions et ressentis face au contexte de la crise des Gilets Jaunes

**Intervention :** Les Gilets Jaunes, « je pense que cela est légitime. Il y a des gens qui s'en sortent bien, d'autre qui ont des problèmes, c'est normal » (de protester).

**Remarque :** Participant venu aussi par curiosité. Porter un regard différent sur la France qu'à travers les médias. La crise des gilets jaunes : elle est « je pense justifiée. » « La violence de l'Etat et des casseurs n'est pas justifiée. »

**Remarque** : « Je suis avec beaucoup d'inquiétude ce qui se passe. Mes enfants habitent à Paris, ça m'inquiète. La réaction du gouvernement et du président de la République vient très tard, il y a beaucoup de contradictions. Dans tout ce que j'ai vu, le seul point positif pour moi est le débat. »

**Analyse** : Dans la civilisation européenne, la profondeur de l'histoire française est extraordinaire, et elle mérite d'être vue par les Français. Nous avons un problème majeur avec la définition du savoir, de nos intérêts communs, de ce qu'est l'homme et la technologie.

En comparaison du Royaume-Uni (Brexit), et des Etats-Unis (politique actuelle), les Gilets Jaunes sont un événement très positif.

**Réaction** : (Les Gilets jaunes...) « Cela a montré qu'il y a une vraie fracture. Je suis absolument affarée par cette violence, et je ne comprends pas qu'un tel mouvement n'ai pas créé un service d'ordre. J'écoute sur France Info, je vois ce qui se passe avec la profanation [cimetières], l'attaque du philosophe [Alain Finkielkraut]. Ils se font entendre par les violences ? Là, je suis contre. »

**Remarques** : « Ma vision, c'est que c'est la crise de société la plus importante en France. Aujourd'hui, la France est un assisté, « ceinture et bretelles » comme on dit. Pendant des décennies, on nous a donné l'idée que l'Etat est la personne qui répond à nos besoins, et pas que les gens répondent à leurs propres besoins.

Je constate que les gens sur les ronds-points ne vont pas aux restos du cœur [ce ne sont pas forcément ceux qui sont le plus dans le besoin]. Il y a un malaise dans la société.

Le contexte actuel ce sont les services publics et les nouvelles technologies. Pour moi, il y a de nombreuses causes : une crise des valeurs, une crise du territoire (la province par rapport au centre, la périphérie des villes par rapports aux centres-villes), et une crise matérielle (« la fin du mois »).

Je crois que la crise couvait depuis un moment déjà. La suppression de l'ISF a été la goutte qui a fait déborder le vase.

Les Français refusent les partis politiques et les syndicats dans leur mouvement (ils se sont auto-organisés sur internet). Ils sont tellement divers...

Je déplore les violences, notamment les LBD40.

**Commentaire** : « Ce qui me frappe : Tout ce qui est « corps intermédiaire » est considéré comme louche. Ce qui m'a aussi frappé est la méconnaissance générale sur nos institutions.

Pour moi c'est un ensemble. J'ai de la famille à Paris, ça m'inquiète. C'est présent dans toute l'Europe, en France, ça s'est exprimé de cette manière. »

**Remarque** : Dans un climat insurrectionnel, on voit des revendications égoïstes, mais justifiées par le manque de pouvoir d'achat. Je pense que c'est un mouvement qui ne doit pas être méprisé. On y voit aussi des femmes, des enfants, des gens qui croient à ce qu'ils disent.

Je pense qu'on a toujours eu des mouvements sociaux en France. On est dans un monde avec des réseaux sociaux, on n'a plus besoin de partis, de syndicats, etc. Il y a un total manque de légitimité : si on élit quelqu'un pour 5 ans, on ne peut pas le rejeter après. On ne peut pas gouverner de manière réactive [par à-coups], en réponse à des manifestations, c'est pas la démocratie ça. »

**Analyse** : Les Gilets Jaunes sont un moment qui révèle une crise profonde. A la TV [quand on observe la situation sur les chaînes d'informations] ça va dans tous les sens, mais quand on parle aux gens, on entend des choses très intéressantes. Je pense que le grand débat était nécessaire pour dégager des « porte-paroles » et faire remonter des points communs.

**Prise de position** : Je soutiens les Gilets Jaunes. Aussi pour défendre les retraites. C'est un mouvement pas trop politisé (notamment par le FN).

### **3. Remarques et propositions des participants sur les thèmes du débat**

#### **Thème 1 : démocratie et citoyenneté**

*Qu'est-ce qu'on pourrait améliorer dans la représentation citoyenne ? La participation des citoyens ? Comment vivre ensemble dans un contrat social ?*

**Proposition** : Faire des référendums plus fréquents.

**Proposition** : s'inspirer de la Suisse [démocratie directe] et de l'Irlande pour les référendums [notamment sur la manière de formuler les questions] avec la participation de gens tirés au sort pour préparer des dossiers [qui informent les citoyens avant le vote].

**Remarque** : Un référendum, oui... mais avec des questions bien posées et claires ! Aujourd'hui, il faut que les Français retournent voter.

**Remarque** : Il y a une faible représentativité, liée à l'abstention lors de l'élection présidentielle.

**Proposition** : Se référer au programme d'Olivier Berruyer. [Pour plus d'information : <https://www.les-crisis.fr/video-olivier-berruyer-il-ne-peut-y-avoir-de-democratie-sans-pluralisme-de-l-information/> ]

[Dans ce schéma] On vote pour des questions, par exemple chaque année on garde 3 référendums qui ont le plus de voix et on vote dessus : ne pas attendre le nombre de signature [éviter d'exiger un seuil minimal de signatures pour pouvoir toujours voter par référendum].

**Remarque** : Emmanuel Macron, c'est une élection qui est légale mais pas légitime, il avait le soutien des grands médias. **Proposition** : il faut un CSA professionnalisé pour que les petits partis aient leur place.

**Questions et remarques critiques** d'un citoyen qui a organisé un grand débat à l'étranger sans pouvoir utiliser les listes électorales consulaires pour l'envoi des emails : Le député peut utiliser ces emails, pas les citoyens.

...**Remarque d'information** : les conseillers consulaires ont aussi accès à la liste...

... **Réaction (suite)** : il y a au consulat un problème d'information sur la liste électorale consulaire.

**Remarque sur la participation des citoyens à la vie démocratique** : Les gens sont très pris par leur vie, leur travail, ils ont peu de temps pour débattre, pour aller dans les assemblées, les clubs sportifs, etc.

**Demande** : On aimerait pouvoir dégager du temps de l'employeur pour organiser des débats...

...**Précision du député** : ça existe depuis 40 ans, il y a une loi qui le permet. Si on attend qu'on nous dise tout [avant d'agir soi-même], on arrive à un système communiste...

...**Rappel du contexte de notre époque** : En 1985 déjà, un juriste a publié un livre sur l'inflation législative. C'est une situation insoluble : comment connaître toutes les règles ?

Les institutions sont aujourd'hui fondamentalement incapables de définir l'intérêt commun. C'est lié à la complexité du monde actuel.

**Remarque sur la société et jeunesse :** La société est aujourd'hui dans un flou global. Il y a par exemple l'individualisme qui passe devant la collectivité. Qui participe au grand débat aujourd'hui ? Les retraités... mais il y a une absence de jeunes...

Je pense qu'aujourd'hui le législateur doit donner au moins des réponses sur le futur.

**...Réaction :** Pas d'accord, il y a même des débats réservés aux jeunes.

**...Sur le même thème :** Peut-être que les jeunes étaient refroidis par le cadrage du débat (les thématiques et questions), pensant à un « débat biaisé ».

**...Sur le même thème :** J'observe que les jeunes vont à des débats lorsqu'ils sont organisés par des associations de jeunes, du coup plutôt « entre eux ».

**S'informer sur le débat :** Il faut aussi pouvoir trouver l'information.

**Réponse :** sur le site granddebat.fr : on peut ajouter ses contributions à la fin.

**Remarques à ce sujet :** les questions sont directives, il y a 20 questions précises, il faut appeler cela soit un débat (un débat ouvert), soit une consultation, et dans ce cas il y a une liste de points, de questions...

## **Thème 2 : Organisation politique de l'Etat**

**Proposition de davantage de consultation et référendums, notamment locaux :**

Faire comme en Allemagne, où les magistrats sont indépendants. Et ça serait bien de respecter les référendums, par ex. le référendum de l'union du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, on avait dit non, et on vient de créer une collectivité territoriale commune d'Alsace. Pareil pour la fusion des communes, il faut demander aux gens, la fusion a un coût important, c'est peu efficace. Les régions aussi ont de plus en plus de pouvoir, avec les régions européennes, on risque le démembrement de l'Etat. **Proposition de revenir à une organisation de l'Etat à trois niveaux : Commune, département, Etat.**

**Réaction et contre-propositions pour moderniser les échelons territoriaux autour des communautés de communes et des régions :** la taille des départements date de la Révolution, en référence au parcours des distances à une journée de cheval... Et avec nos 35 000 communes, il est impossible de faire de l'aménagement du territoire, en plus de cela, chaque maire veut avoir son centre commercial, et on tue les centres-villes.

**Expression :** le « millefeuille » (territorial, administratif)

**Souvenirs :** Dans ma vie (en France), le premier échelon qu'on pouvait aller voir, c'était le maire. Le deuxième, c'était le député.

**Remarque réitérée** sur les collectivités à 3 niveaux : Les régions sont une idée formidablement allemande. Je pense que ce n'est pas une bonne chose. Ça affaiblit un pays comme la France. On le voit avec l'Espagne et la Catalogne.

**Autre regard :** Sur le découpage des collectivités locales, pour moi, la vraie question est : quelle est l'efficacité économique de la chose ? Comment être le plus efficace possible dans la décentralisation.

**Remarque réitérée sur les 3 niveaux :** Il y a des craintes sur les régions, elles vont aller directement à Bruxelles [Comité des Régions, etc.], elles affaiblissent l'Etat.

**Prise de recul** : Le démembrement de la France, à terme, c'est totalement inévitable. Il faut être lucide. La France ne retrouvera pas sa grandeur, celle de son Etat. On peut être intelligent et ne pas se borner sur les questions du passé.

**Remarque sur les grandes régions** : Tout dépend de ce qu'on attend des régions. Négocier au niveau européen est une chose. Avoir un niveau de visibilité et d'attractivité internationale, ce n'est pas les communes et les départements qui auront le niveau. On peut revenir à un Etat jacobin/napoléonien, mais ce n'est pas l'avenir.

**Réponse** (toujours en défense des 3 niveaux de collectivités) : Avec les régions, il y a les dangers des baronnies de l'Ancien régime, qui s'opposaient à l'Etat.

**Remarque sur les atteintes à la nation centralisés** : Cela se fait par le bas, avec le développement des langues régionales, et par le haut, avec l'usage de l'anglais à l'université.

**Remarque** : Restons simples, quelles sont les compétences de la région ? L'apprentissage, etc.

**Retour sur la défense de la France et des 3 niveaux** : Quelles sont les frontières extérieures de la France ?

**Commentaire** : Selon la théorie fonctionnaliste qui était utilisée, sur le territoire français, l'Etat français doit s'assurer des citoyens.

**Remarque** : Il y avait une identité régionale souvent bafouée.

**Commentaire** : En Catalogne, Allemagne, Ecosse, il y a un lien très fort entre l'identité régionale et un haut développement économique de la région, alors qu'en France, on a l'impression que c'est l'inverse, l'Île de France est la plus riche, mais il n'y a aucune velléité d'autonomie régionale.

### **Thème 3 : Fiscalité et dépenses publiques**

**Remarque** : Les frais de scolarité de l'enseignement français à l'étranger sont élevés

**Proposition de maintien des dépenses publiques à l'équilibre** : il faudrait qu'on puisse bénéficier d'un droit au service public (comme l'éducation gratuite), mais en équilibrant les dépenses, sans avoir toujours plus de services avec toujours plus d'endettement public.

**Remarque sur le système social** : Pour moi, il faut pouvoir sortir de l'assistanat. Comment est-ce que je m'organise pour ne pas dépendre de l'Etat ?

**Réaction critique** : J'ai vu la situation aux Etats-Unis, il y a des retraités de 80 ans qui travaillent à 2h du matin dans des magasins (est-ce que c'est ce que l'on veut voir aussi en France ?)

**Autre remarque sur les dépenses** : Peut-être que l'Etat dépense trop pour lui-même, on parle du « train de vie de l'Etat » : avec le président de la République et les ministres, on est dans un luxe inimaginable, on peut comparer cela à l'Allemagne.

**Remarque sur le budget de l'Etat et proposition de limitation des dépenses des collectivités** : Concernant le travail de l'Etat régalien, on a l'impression d'une disette de l'Etat, par ex. : les tribunaux – alors que d'autres services ont des budgets en augmentation.

L'augmentation des budgets vient surtout des collectivités territoriales, je vois des brochures et documents des services de communication des mairies/départements/régions dans ma boîte aux lettres [des magazines en couleurs qu'il a fallu payer]

**Proposition de modération de l'augmentation des dépenses de santé** : le coût des services de santé en France...

...**Chiffres avancés à ce sujet** : la santé coûtait 7% du PIB il y a 3 ans et 11 à 12 % du PIB aujourd'hui. Je veux dire qu'on veut être soigné, etc., mais il y a des limites à la croissance (de ces dépenses). Il faut revenir à certains éléments du débat.

**Témoignage sur les dépenses culturelles à l'étranger** : On connaît certaines conséquences de la réduction du train de vie de l'Etat. Il n'y a aucun doute que les budgets culturels ne vont pas augmenter dans les années à venir. Les établissements des Instituts français, par exemple, reçoivent des dotations assez faibles, et compensent avec des cofinancements issus des entreprises partenaires et des activités payantes (cours de langues, etc), soit 50 % d'autofinancement. L'Etat français sait aussi être efficace.

**Rappel sur les différences salariales** : il y a un écart des salaires entre la France et la Bulgarie. Au-delà des effets de taux de change, le total des charges salariales et patronales s'élève à 42 % du salaire net en Bulgarie, et à 55 % en France.

#### **Thème 4 : Transition écologique, énergie, environnement**

**Remarque sur la nécessité d'investir massivement pour diminuer les émissions de CO2, et proposition pour diminuer la consommation et la production** : Je pense qu'on n'en fait pas du tout assez. Est-ce que ça passe par des taxes ou par l'investissement ? Je laisse aux ingénieurs et aux politiques le choix des bonnes stratégies, mais il n'y a pas assez d'investissements pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Je pense que ça ne suffit pas non plus, il faut une baisse de la consommation et de la production.

#### **Eloge des transports en communs gratuits et efficaces au Luxembourg.**

**Proposition de consulter les Français sur les grands choix énergétiques** : Consultons les Français sur ce qu'ils veulent, le nucléaire ou une autre énergie ? Personnellement, je préfère le nucléaire. L'UE ne permet pas d'investir dans le nucléaire (bloque ces investissements) [désaccords exprimés dans la salle]. L'article 3 encourage la délocalisation.

**Réaction** : la règle des 3% (traité de Maastricht) ne restreint pas l'investissement.

**Proposition de diminuer les taxes sur l'énergie électrique alimentant les voitures** : C'est une absurdité que je relève, l'énergie électrique est taxée. La proposition est que l'énergie pour les voitures électriques soit moins taxée et moins chère que le gazole.

**Remarque sur l'Europe** : Quand on fait des voyages, on voit que l'écologie, il faut en parler à l'échelle de l'Europe.

**Autre remarque** : le véhicule électrique, la Norvège a réussi à le mettre en place.

**Nouvelles remarques** : La G5 et la transition énergétique sont aussi un problème d'aménagement du territoire. On ne peut pas avoir retiré le train et les tramways et demander de ne plus utiliser la voiture. Sur les questions de technologie, faut-il aller vers des projets combinés au niveau européen ? vers des achats combinés ?

**Remarque** : L'Union européenne a réintroduit les farines animales dans l'alimentation des poissons, et le point de vue du Parlement n'a pas été respecté : si on avait voté entre Français, on n'aurait pas eu ça.

**Remarque sur l'automobile** : on voit arriver en Bulgarie les voitures françaises que l'on va mettre à la casse [les nouvelles normes sur les véhicules en France ont créé un marché en Bulgarie].

**Proposition d'intégrer le coût des externalités négatives portant atteintes à l'environnement dans le prix des produits** : la France a un certain poids dans l'UE, elle peut être chef de file et encourager des mouvements au niveau européen. Un problème concerne le prix : le coût environnemental n'est pas pris en compte dans le prix des produits, alors que c'est un moyen très net de changer les comportements. Aujourd'hui, nous avons des produits bio chers et des bouteilles en plastique vendues à un prix très abordable.

**Remarque sur notre société** : Nous devons nous poser la question sur notre culture d'expansion, sur laquelle repose toute notre activité économique. Les politiques d'expansion sont entre les mains des entreprises, très peu de la Commission européenne. Il faut savoir que la politique, même en France, est largement défini par les entreprises et l'argent.

#### **4. Tour de parole de conclusion et remarques générales sur le grand débat**

**Retour sur les Gilets jaunes** : Je ne comprends toujours pas comment le gouvernement, avec ses moyens, n'a pas perçu ce qui se passait dans la population.

**Questions** : que fera-t-on de ce débat pour rendre les choses opérationnelles ? Et qu'est-ce que les Français de l'étranger peuvent faire concrètement ?

**Remarques sur la suite du débat** :

- **Sentiment** : Je suis assez pessimiste
- **Information** : En mars ou avril des comités locaux LREM organise un autre débat, cette-fois sur l'Europe.

**Propositions de fin de débat** :

- **Sur la démocratie** : Pour moi, ce que demande une partie de la population française, ce sont des élections à un tour et des référendums, et d'être mieux représentés au Parlement (un peu comme à l'époque de la IVème République).
- **Revendication sur les frais de scolarité** : Je trouve que les enfants (des Français de l'étranger) doivent avoir une éducation gratuite, comme en France, car les parents payent des impôts en France [réactions diverses parmi les participants face à cette proposition].

**Sujets pas suffisamment abordés**

- **Remarque et regret d'un participant** : On aurait aimé avoir eu le temps d'aborder la représentation politique des Français de l'étranger.
- **Remarque similaire** : on n'a pas parlé des Français de l'étranger, je pense que ce sont des problématiques importantes et très spécifiques.
- **Remarque sur les Français en Bulgarie** : Importance du sujet des plaques bleues (immatriculation des véhicules des résidents étrangers non reconnue par les autorités bulgares du jour au lendemain, extrêmement problématique pour toutes les personnes concernées).

- **Autre remarque** : On aurait dû parler davantage de démocratie [réaction : le thème a été abordé]
- **Autre remarque** : je trouve qu'on n'avait pas le temps d'aborder tous les sujets.

**Conclusion du député** : Remarques et contributions apportées sur des sujets soulevés au cours du débat concernant le rôle de la démocratie représentative, la diversité culturelle et le rayonnement du français, et l'importance du grand débat. Remerciements et incitation à se rendre sur le site [www.granddebat.fr](http://www.granddebat.fr)